

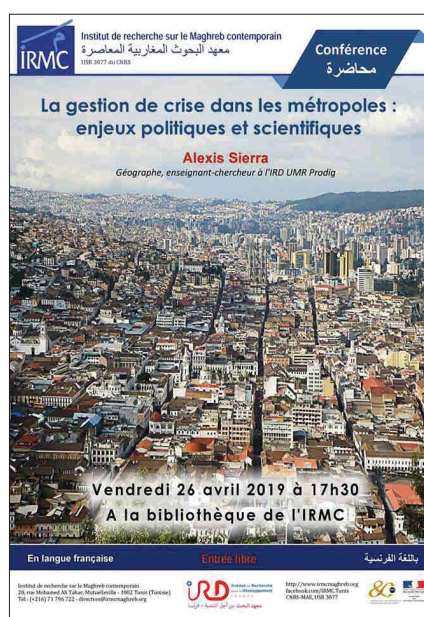
La gestion de crise dans les métropoles : enjeux politiques et scientifiques

إنعقد بمعهد البحوث المغاربية المعاصرة يوم 26 أبريل 2019 ندوة لألكسيس سيارا، بالشراكة مع معهد البحث حول التنمية، حول إدارة الأزمات و مشروع بحثها في تونس، لاسيما في تونس العاصمة. إشتغل لسنوات عدة في أمريكا الجنوبية، هدفه فهم الميدان التونسي لقارنته بطريقة أفضل مع النظام اللاتينو-أمريكي أو بصورة أدق لمقاربة المفهوم اللاتينو-أمريكي مع المفهوم بتونس الكبرى.

Le 26 avril s'est tenue à l'IRMC la conférence d'Alexis Sierra, en partenariat avec l'Institut de recherche sur le développement (IRD), sur la gestion de crise et son projet de recherche en Tunisie, notamment à Tunis. Ayant travaillé de nombreuses années en Amérique du Sud, son objectif est de comprendre le terrain tunisien pour mieux le comparer au système latino-américain ou, plus exactement, confronter le contexte latino-américain à celui du Grand Tunis.

On April the 26th, the IRMC held the conference of Alexis Sierra, in partnership with the Research Institute for Development (IRD), about the management of crisis and his research project in Tunisia, especially in Tunis. He used to work during several years in South America and his objective is to understand the Tunisian field in order to compare it to the South American one. In other words, he wants to confront both.

Les travaux d'Alexis Sierra portent sur la gestion des risques et des crises. Pour cela, il est nécessaire de bien définir le concept de « risque » par rapport à celui de « crise ». Pour le chercheur, le risque n'est pas un aléa, c'est une réalité abstraite, en attente de la catastrophe, tandis que la crise est le moment de rupture. En Tunisie, c'est la loi de 1991 qui fait référence en matière de gestion de risques. Elle parle de calamité, fléau, danger, sinistre, menace ou aléa. La question qu'il pose est la suivante : sur quels savoirs territorialiser une réalité abstraite qui correspond à une potentialité ?



Dans un premier temps, il explique que plus l'enjeu a de valeur, plus le risque est élevé. Or, les grandes villes, en général, et les métropoles, en particulier, concentrent les enjeux. En Tunisie, le

Grand Tunis est un espace à risques. La notion d'espace à risques englobe une réalité abstraite (possibilité), les enjeux (personnes, biens, etc.), l'espace naturel du phénomène et les espaces de vulnérabilité. Les espaces d'aléas, quant à eux, sont des espaces où les enjeux ne sont pas aussi importants que les espaces à risques. Le Sebket Sejoumi en Tunisie est sujet à un « risque d'inondation », mais il n'y a que quelques constructions et peu d'habitants donc il n'est pour le moment qu'un espace d'aléas. Cependant, un plan de développement urbain y est envisagé, le faisant alors évoluer vers un espace à risques.

Il s'interroge également sur la liste des espaces à risques établie par le gouvernement tunisien et sur les critères de sélection qui ont prévalu. Selon son analyse, ces lieux sont des espaces trop ambivalents. Les espaces à risques sont des espaces potentiellement sinistrés en lien avec les dynamiques urbaines. Il prend l'exemple du quartier des Berges du Lac 1 ou du Kram en périphérie de Tunis. Les constructions ont été faites sur une ancienne zone marécageuse. Les intérêts multiples et le développement urbain croissant renforcent les conséquences en cas de sinistre. L'espace à risques se définit aussi par les pratiques citadines. Prenons, par exemple, le cas de l'avenue Habib Bourguiba. Drainant énormément de population chaque jour, elle représente un espace à risques en cas notamment d'attaque terroriste ou de tout autre événement dramatique.

Comptes-rendus d'activités

Alexis Sierra fait un parallèle avec la métropole de Quito, capitale de l'Équateur, où, selon ses travaux, l'urbanisation a engendré le risque. Depuis le XVI^e siècle, l'on tente de lutter contre les coulées de boue *via* le drainage des courants d'eau et la construction de remblais. Or, les coulées de boue ont persisté mais cela n'est devenu un véritable risque que lorsque la presse a commencé à en parler. Il y a ici une logique historique du développement urbain qui doit être prise en compte. À la fin des années 1990, un plan d'aménagement est établi contre l'eau, mais il s'agit ici de coulées boueuses, c'est donc un échec. Plus encore, les problèmes viennent de l'importance des enjeux stratégiques. Compte-tenu du coût exorbitant de ces aménagements, on privilégiera un versant par rapport aux autres, en fonction du niveau de risques qu'il représente. Cela se fait donc en fonction de la politique de gestion du risque et du développement de la ville. Pour Quito,

le levier aujourd'hui est la décentralisation. Il y a création de commissariats en charge de la surveillance des sites « à risques » pour certains versants et non pour d'autres, afin de limiter, voire arrêter, la croissance urbaine sur ces versants sujets aux coulées de boue. La logique est historique, ancienne.

Dans le passage de la gestion du risque à la gestion de crise, il y a la notion d'urgence. Il faut circonscrire l'événement. C'est une épreuve pour la société urbaine qui met en jeu ses pouvoirs. Il s'agit d'établir un système d'information géographique pour la gestion de crises dans le but de localiser à la fois les besoins et les ressources de gestion de crises. On s'aperçoit alors que l'espace lui-même devient une ressource. Alexis Sierra explique cela dans *l'Atlas problématique d'une métropole vulnérable*¹.

Enfin, le chercheur met en place la simulation de crises comme une mise à l'épreuve des acteurs urbains. Il fait

ainsi une cartographie de la simulation qui permet de mettre en lumière les espaces problématiques. Il estime que si, au Pérou, on part des municipalités pour aller vers le national, en Tunisie, à l'inverse, la centralisation du sujet par le ministère de l'Intérieur est très importante. Pourtant, les municipalités se voient déléguer des missions comme l'entretien des routes, qui les confrontent à la gestion de crises. En Tunisie, le projet d'Alexis Sierra porte sur le scénario de crise, outil au service des autorités locales.

Manon Rousselle

¹ METZGER Pascale, GLUSKI Pauline, ROBERT Jérémy, SIERRA Alexis, 2015, *Atlas problématique d'une métropole vulnérable : inégalités urbaines à Lima et Callao*, Marseille, IRD.

Vient de paraître

GOBE Eric (dir.), 2019, *Justice et réconciliation dans le Maghreb post-révoltes arabes*, Paris, IRMC-Karthala, « Hommes et sociétés », 420 p.



Pas loin de dix ans après le déclenchement des révoltes arabes, qu'en est-il de la réforme de la justice et de la mise en œuvre de la justice transitionnelle sur la rive sud de la Méditerranée ?

ISBN : 978-2-8111-2695-7